



**HAL**  
open science

## La contestation écologique

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La contestation écologique. Ecologie, économie et plurigestion, Editions Entente, 1979, Les Cahiers de l'écologie, 978-2726600405. hal-03484106

**HAL Id: hal-03484106**

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03484106v1>

Submitted on 16 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# La contestation écologique

Jacques Fontanel

Ecologie, économie et plurigestion

Editions Entente, 1979, Paris.

Les mouvements écologistes ne sont pas nouveaux, mais ils resurgissent avec la constatation des dégâts de l'activité humaine sur la planète Terre. Deux grands types de réflexion coexistent, les écologistes du système industriel qui considèrent que l'internalisation dans le calcul des problèmes environnementaux permet de les supprimer et les écologistes favorables à un changement radical de la société. Pour les premiers, l'écologie peut être réactionnaire, apolitique, libérale, conservatrice et parfois réformiste. Pour les seconds c'est le système capitaliste qu'il faut remettre en cause et même le système industriel pour en revenir à une économie plus humaine, conviviale, moins dépendante des marchandises. L'environnement devient un sujet et une cause politique qui transforment une réflexion économique en termes de flux, vers une analyse en termes de patrimoine et de considérations humanistes.

Ecological movements are not new, but they have resurfaced with the realization of the damage caused by human activity on the planet Earth. Two main types of thinking coexist, the ecologists of the industrial system who consider that the internalization of environmental problems in the calculation allows to eliminate them and the ecologists in favor of a radical change of society. For the former, ecology can be reactionary, apolitical, liberal, conservative and sometimes reformist. For the latter, it is the capitalist system that must be questioned and even the industrial system in order to return to a more human, convivial economy, less dependent on commodities. The environment becomes a subject and a political cause that transforms an economic reflection in terms of flows, towards an analysis in terms of heritage and humanistic considerations.

Ecology, political ecology, industrial system, capitalism, natural resources  
Ecologie, écologie politique, système industriel, pollution, capitalisme, ressources naturelles

## La contestation écologique

Les mouvements écologiques ne sont pas nouveaux (1), mais il a fallu attendre les grandes marées noires, l'essor des pollutions, les risques du développement de l'énergie nucléaire, la critique de la société de consommation induite par la contestation de 1968 et le développement incroyable de la spéculation pour les voir prendre un caractère délibérément politique. Les questions fondamentales qu'ils soulèvent sont générales : épuisement des sols, développement des pollutions, surpopulation, urbanisation croissante et incontrôlée, pillage du tiers monde, responsabilité des pays développés dans le sous-développement, refus des sociétés technocratiques et centralisées, recherche de la responsabilité de chacun et de tous. De tels problèmes définis par René Dumont

---

(1) Sur l'histoire des mouvements écologiques : Cf C.-M. Vadrot : « L'écologie, histoire d'une subversion ». Syros, 1978.

lors de sa candidature à la Présidence de la République ne pouvaient trouver de solutions dans la seule défense de la nature. Plusieurs tendances écologiques se sont alors développées. Les Partis politiques ont réagi en affirmant d'une part qu'ils étaient les organismes les mieux placés pour mettre en œuvre une politique écologique et d'autre part que la qualité de la vie ne pouvait à elle seule définir une société qui, dans le monde contemporain, oscille entre le développement du rôle de l'Etat, garant de l'intérêt public, et la restauration du système de concurrence généralisée. Ils ont remporté une première grande victoire : les écologistes retrouvent leurs clivages, même si quelques groupes conservent encore une originalité certaine. Depuis que l'écologie est devenue une discussion à la mode, elle a perdu son pouvoir de poser les problèmes aigus de nos civilisations.

Cette « nébuleuse » écologique mérite toutefois d'être analysée. Deux grands types de réflexion coexistent : les écologistes du système industriel pensent que « l'internationalisation » dans le calcul économique des problèmes écologiques conduit à la résorption progressive du problème posé, les écologistes favorables au changement de société considèrent que les solutions aux questions de l'environnement ne peuvent être trouvées, à terme, que dans une transformation plus ou moins radicale du mode de

production. L'écologie n'est qu'un révélateur de la nocivité des sociétés développées actuelles.

## 1 — Les écologistes du système industriel

Pour les écologistes du système industriel, il suffit de prendre conscience des effets négatifs de la croissance pour trouver les moyens techniques ou économiques de les réduire tout ou partie. Pour les uns la prise en compte de l'environnement dans le calcul économique n'implique aucune action politique ; pour les autres, il est nécessaire d'aménager l'organisation de la vie sociale, sans remettre en cause pour autant les principes essentiels qui fondent le mode de production. Ces courants de pensée (respectivement l'écologie « réactionnaire » et l'écologie « conservatrice ») gèrent l'écologie.

### A — L'ÉCOLOGIE « RÉACTIONNAIRE »

L'écologie « réactionnaire » ne propose qu'*a posteriori* ; elle réagit. Un premier

courant de pensée est « réactionnaire » au sens politique du terme, par son action pour le maintien de la concurrence, le développement d'une société élitiste ou la défense de la morale bourgeoise. Un second mouvement ne se présente, en réalité, que comme une somme de petites « réactions » conjoncturelles tendant à sauvegarder et à protéger la nature, sans référence aucune au système politique.

### 1 — L'écologie élitiste

L'écologie « élitiste » regrette d'abord la banalisation des objets. La généralisation de la possession d'un bien conduit à la réduction de sa valeur sociale de différenciation. Ce mouvement de pensée critique alors la société industrielle, non pas pour remettre en cause le capitalisme, mais pour établir, dans le cadre de la société de consommation des normes d'attitude ou de possession différenciant les individus ou les groupes sociaux. La consommation « de masse » les horripile.

L'écologie « élitiste » préconise ensuite le retour à la terre. La société industrielle a rendu la vie trop douce aux hommes et la sélection naturelle ne peut se développer normalement (2). Une telle conception de

---

(2) Les idéologies insistant fortement sur la sélection naturelle et le retour à la terre ne peuvent pas pour autant être confondues avec les mouve-

la société, refusant tout soutien aux faibles, ne peut pas ne pas rappeler le nazisme. Au nom de la nature, l'écologie « élitiste » défend le racisme. Elle développe le culte de la nature pour la nature. Comment alors interpréter l'inversion du rapport homme-nature dans l'estimation des priorités ? La nature doit-elle être respectée pour elle-même ou ne peut-elle l'être qu'à travers le prisme déformant des

---

ments écologiques. Par exemple, le retour à la nature ou la gloire de la race pure ont été des thèmes développés par les nazis. L'une des idées maîtresses de Speer était de permettre à la classe supérieure de se consacrer à l'agriculture ou au métier des armes et de laisser aux autres peuples colonisés le soin d'affermir la puissance allemande en devenant les esclaves industriels dont elle avait besoin. L'industrialisation était perçue comme un phénomène inéluctable qui présentait toutefois tant d'effets négatifs qu'il valait mieux les reporter dans les pays voisins dominés. Cette analyse ne pouvait triompher que dans un capitalisme d'oligopoles puissants dominés par l'État. Comme cette idéologie ne s'est (heureusement !) jamais réclamée de l'écologie, elle ne peut pas être analysée *in extenso* dans le cadre de notre analyse. Notons toutefois que le nazisme a eu un impact très négatif sur certaines idées écologiques, car pendant au moins deux décennies les partis politiques de gauche ont évité de recommander la défense de la nature qu'ils jugeaient trop souvent réactionnaire (car opposée au progrès industriel). (Cf. : Samuel P. : « Écologie : détente ou cycle infernal ». Coll. 10/18. Union Générale d'Éditions, 1973, p. 391 et s., Neuhaus R. : « In defense of people », Mac Millan, 1971, pp. 136-139.

activités humaines ? Certains biologistes considèrent que la vie d'un arbre peut aussi bien équivaloir la vie d'un homme. La nature a une valeur propre, indépendante de l'importance que lui accordent les hommes. Une telle conception, qui semble prendre de l'ampleur aux États-Unis, nous paraît tout à fait intenable, car les limites à préciser à l'exploitation de la nature sont impossibles. L'existence et l'utilisation des choses ne peuvent être que socialement médiatisées. Par contre, la reconnaissance de la valeur extra-humaine de la nature conduit trop souvent à l'eugénisme. Comment en effet, au nom de la nature et de la symbiose homme-nature, ne pas poser le problème du droit à l'existence ? Comment ne pas affirmer que les faibles (physiquement ou financièrement) vont devenir des poids pour la société ? Comment alors ne pas recommander une sélection sociale qui remplacerait la sélection naturelle ? Malthus n'est pas mort. Il est recommandé aux plus pauvres hommes du globe de se refuser l'un de leur seul droit et de leur seul plaisir ; la procréation. Il ne faut certes pas négliger les problèmes de la surpopulation du globe, mais pourquoi vouloir à tout prix mener une politique populationniste dans les pays développés et une politique malthusienne dans les pays pauvres ? N'est-ce pas la reconnaissance officielle de la volonté de permettre aux pays riches de conserver leur leadership ? N'est-il pas

étonnant de lire Boulding (3) dans ses propositions de vente des droits limités accordés à chaque couple de procréer ? Que faut-il penser des propositions de Postgate tendant à permettre aux couples de n'avoir que des garçons (grâce à l'utilisation d'une pilule) afin de limiter le nombre des naissances (4) ?

L'écologie devient alors une occasion de transformer le monde vers un système alliant les avantages de la bourgeoisie et de l'aristocratie... pour l'élite. Ce type d'analyse écologique existe. Il ne faut pas croire qu'il soit pour autant folklorique. Il est même très dangereux, surtout en période de crise économique.

## 2 — L'écologie apolitique

Les écologistes apolitiques considèrent généralement que la dégradation de l'environnement prend une telle importance qu'elle devrait constituer le souci primordial des citoyens. Les individus doivent s'organiser pour protéger le système écologique. La destruction de l'environnement

---

(3) « Is scarcity dead ? » in Heilbroner-Ford : « Is economic relevant ? », Goodyear, 1971.

(4) Cette société de Postgate serait dominée par l'homosexualité, mais selon l'auteur l'industrie pourrait apporter des éléments de solution. Ce type de société ne nous paraît pas être particulièrement désirable.

n'est pas imaginée comme un phénomène politique et c'est en cela que l'action des écologistes apolitiques est conservatrice. A force de ne s'intéresser qu'aux marées noires qui souillent les plages les plus belles, les écologistes apolitiques ne se préoccupent plus des problèmes sociaux qui alourdissent le climat du monde du travail ou des phénomènes de domination des grandes puissances ou des firmes multinationales. Trop souvent la lutte écologique est un prétexte, un voile qui camoufle les vraies causes pour exiger des militants une réflexion centrée sur les seules réparations à apporter à une dégradation. Par exemple, le naufrage de l'*Amoco Cadiz* n'est pas appréhendé comme un phénomène politique, mais comme un accident du système industriel. Il est alors fait appel aux bonnes volontés pour essayer de réparer les dommages. Que le mouvement d'aide soit important n'implique pas pour autant que les donateurs (de travail ou de fonds) n'aient pas une attitude critique par rapport à cet accident qui est la conséquence logique et inéluctable du système du profit. Ne pas poser le problème en termes politiques, c'est-à-dire en mettant en cause l'influence déterminante et antidémocratique des firmes multinationales dans le transport du pétrole, c'est se préparer à d'autres marées noires, qui à leur tour susciteront de grandes vagues de solidarité qui répareront les dégâts. L'action

apporter une force « quantitative » aux revendications, les conclusions et les actions ne pourront être suggérées que par les nouveaux « technocrates de l'écologie ». La Fédération exerce pourtant une influence très grande dans la résolution des conflits locaux, mais elle évite de tirer les enseignements politiques ou idéologiques de son action. Elle réduit volontairement son rôle à la protection et à la conservation du patrimoine naturel, à l'enseignement des impératifs du respect de la nature et à l'action associative.

La Fédération française des sociétés de protection de la nature a pourtant signé et même promu le 14 novembre 1972 la « Charte de la Nature ». Malgré la volonté de mettre sur pied un texte suffisamment général, celui-ci ne manque pas de critiques des pouvoirs établis. Très rapidement, le Comité s'est éteint. La Fédération vit de son apolitisme et la part des subventions de l'État dans son budget explique son rôle très effacé dans la contestation écologique.

Le mouvement S.O.S. Environnement considère pour sa part que les débats de « pure politique » ne la concernent pas. Son programme n'est pourtant pas politiquement neutre ; il se donne quatre objectifs :

- 1) Protéger la nature et l'environnement (agressions chimiques des sols et des plantes, élevages industriels qui menacent la santé des hommes et torturent les ani-

des écologistes « apolitiques » n'est jamais première ; elle n'est pas volonté, elle est réaction.

Certaines associations écologiques ont des objectifs tellement différents ou multiples, qu'elles deviennent nécessairement « apolitiques ». Ainsi la Fédération française des Sociétés de Protection de la Nature regroupe 80 associations ou fédérations. L'ambiguïté de son action doit être soulignée. D'une part, cette Association comprend aussi bien le Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin et la Société Nationale de Protection de la Nature dont les objectifs sont pour le moins discordants. D'autre part les très bonnes relations que la Fédération noue avec les pouvoirs publics ne sont guère expliquées par leur efficacité, mais plutôt par le sentiment d'une même appartenance sociale. Le gouvernement considère la Fédération comme un interlocuteur valable, à la fois parce qu'elle est surtout composée de notables et parce que ses revendications restent ponctuelles, limitées à un projet ou à une action. En fait, la Fédération considère à l'heure actuelle que l'écologie est une science, qu'à ce titre elle doit être analysée par les personnes les plus compétentes, qui se refusent à introduire dans leurs raisonnements des variables politiques. Ainsi donc l'écologie deviendrait le domaine réservé des scientifiques, et si les Associations doivent exister au moins pour

maux, pollution des mers et des rivières, excès du remembrement agricole et du déboisement, lutte contre les promoteurs).

2) Redéfinir la croissance (refus de la concentration urbaine et industrielle, de la priorité accordée à l'automobile, des types de production qui favorisent la quantité au détriment de la qualité, du gaspillage d'énergie, du développement du nucléaire).

3) Préserver la vie et la qualité de la vie (maîtriser l'hécatombe routière, intégrer les handicapés, lutter contre la pauvreté, augmenter les salaires les plus bas).

4) Créer une véritable démocratie quotidienne (instauration de référendums locaux, création d'un véritable pouvoir régional).

Au niveau de la stratégie envisagée, S.O.S. Environnement envisage à terme de réduire la croissance des besoins en énergie, de stopper la concentration urbaine et industrielle, de donner la priorité aux transports en commun et de réduire le temps de travail. Les moyens d'action envisagés se limitent aux campagnes auprès de l'opinion publique, au dialogue avec l'administration et les élus, aux actions ponctuelles et manifestations non violentes et à la participation aux élections.

On ne peut manquer d'être surpris par la faiblesse des moyens recommandés par rapport à la relative ambition du programme. Or, à côté de déclarations obliga-

toires induites par l'électoratisme, ne peut-on pas trouver des aspects positifs à la démocratie locale, à la lutte contre l'énergie nucléaire ou à la solidarité avec les peuples du tiers monde ? Les militants de S.O.S. Environnement ont-ils bien mesuré l'impact de telles propositions ? Ne sont-ils pas inconsciemment dans une contestation politique de ce qui existe ? Le Mouvement n'a pas établi suffisamment de cohérence entre d'une part ses objectifs et d'autre part les moyens pour les atteindre. En outre, les contradictions de ce mouvement semblent assez considérables, car comment peut-on à la fois être « apolitique » et oser se présenter aux élections ?

L'organisation Nature et Progrès est exemplaire à plusieurs titres. Elle se présente comme une Association à but non lucratif, indépendante de tout intérêt économique et politique, qui se propose de permettre à chacun de se nourrir sainement par le développement de l'agriculture biologique. Elle réunit pratiquement toutes les couches de la population, mais elle glisse peu à peu vers la commercialisation de ses activités et vers le refus du progrès technique ; elle devient fortement « réactionnaire » en termes politiques, puisqu'elle développe des arguments qui tendent à faire prévaloir l'idée d'un retour mythique vers les valeurs du passé, c'est-à-dire les « valeurs éternelles ». Qu'un grand nombre de ses adhérents ait été tenté par la candi-

date de Jean Royer à la Présidence de la République en 1974 n'est pas très étonnant ! Les liens de cette organisation avec le pouvoir actuel réduisent sa crédibilité « écologique ».

L'apolitisme écologique n'est pas une attitude viable, à moins de donner au terme politique un sens très réduit, limité à la seule surface des choses, à savoir l'électoratisme. Il est curieux de constater que les organisations qui se réclament de l'apolitisme se révèlent proches de la majorité parlementaire actuelle

## B — L'ÉCOLOGIE CONSERVATRICE

L'écologie conservatrice ne se considère pas dénuée de toute idéologie politique. Bien entendu elle essaie de minimiser l'importance des structures sociales sur la dégradation de la nature, mais elle propose des actions à la fois techniques et politiques. Il existe plusieurs types de réflexions écologiques conservatrices. L'écologie « libérale » considère que le système actuel est le meilleur qui puisse être pour le bonheur des hommes, mais qu'il faut parfois conjoncturellement l'amender pour en éviter les effets trop négatifs. L'écologie « stagnationniste » met en relief une critique de la croissance économique des trois dernières décennies ; elle part en croisade contre le système de gaspillage forcené et

contre le développement des pénuries ; elle propose un certain nombre de politiques, qui s'inscrivent délibérément dans les cadres systémiques actuels. Enfin, l'écologie réformiste souhaite de nombreuses transformations ; elle considère qu'actuellement le système capitaliste est le moins mauvais possible ; il convient alors de le conserver, mais de lutter vaillamment contre tous les abus qu'il engendre.

#### 1 — L'écologie « libérale »

L'écologie libérale repose sur l'idée de maintien du système économique et politique et sur la volonté exprimée d'éviter les effets négatifs engendrés par la croissance actuelle. Les moyens utilisés pour réduire la dégradation de l'environnement sont simples : il suffit d'internaliser dans le calcul économique les effets externes pour détruire la plupart des pollutions.

Pour le sénateur Bonnefous (5), les hommes sont malades de démesure ; ils ont défié la science et ils sont incapables de faire le tri entre le négatif et le positif. La technocratie anonyme empêche l'écoute du peuple sur les décisions capitales qui pèsent sur sa vie quotidienne. La civilisation n'offre plus suffisamment de cohérence. A côté du développement considérable des

---

(5) Bonnefous : « Sauver l'humain », Flammarion, 1976.

ventes d'armes (25 fois le montant de l'aide aux pays en voie de développement), d'une surpopulation qui devrait conduire inéluctablement à la guerre, la faim dans le monde croît. La ville est à réinventer, les sols doivent être protégés, il faut supprimer les dangers (pétroliers géants aussi dangereux que l'énergie nucléaire), exploiter les richesses de la mer, développer la mise en culture de l'océan, résoudre le problème des déchets de toutes sortes, réduire les problèmes de l'inflation mondiale, se préoccuper du chômage des jeunes, refuser les atteintes à la vie privée, lutter contre la criminalité, vouloir la différence et supprimer l'anxiété. Ce magnifique programme n'apporte malheureusement aucun moyen d'action, si ce n'est de conserver le système actuel en faisant attention à ses débordements. Il est alors recommandé de faire appel aux indicateurs (acidité forte de l'air, teneur en fumées, retombées en particules, opacité de l'air, aire de perception des odeurs gênantes pour la pollution atmosphérique, par exemple), en fixant des objectifs de qualité, des seuils d'alerte, des normes de pollution (6). Toutes ces analyses, ces actions ou ces mesures ne sont pas négligeables en

---

(6) « Les indicateurs de l'environnement dans les zones industrielles », Documentation Française, 1975. Préface André Jarrot.

tant que telles, mais elles s'avèrent manifestement insuffisantes.

Le programme du Président de la République Française (10 mai 1974) se présente comme une suite de politiques ponctuelles : création d'un ministère autonome disposant de moyens et de pouvoirs importants, inclusion dans le VII<sup>e</sup> Plan d'une politique d'ensemble de l'environnement, développement de la participation des citoyens à la gestion de l'environnement, affectation de crédits substantiels destinés à la recherche de techniques énergétiques non polluantes, mise en place d'un Comité National chargé d'étudier les précautions à prendre concernant l'énergie nucléaire, amélioration de la qualité de vie dans les villes par une réduction des densités excessives, limitation des excès de l'automobile, maintien de l'inviolabilité des parcs nationaux, interdiction des dérogations au plan d'occupation des sols, renforcement de la lutte contre la pollution industrielle, protection et extension de la forêt, droit public d'accès à la nature, protection du littoral maritime. Le Président Giscard d'Estaing souhaite « un environnement à la française » qui impliquerait un juste milieu entre les nécessités économiques et la qualité de la vie. Dans son interview du 26 janvier 1978, il préconise une nouvelle croissance (évitant la consommation d'énergie, l'appel à la main-d'œuvre étrangère et la dévaluation du tra-

vail manuel) qui ne soit ni une croissance sauvage, ni une croissance zéro ; cette nouvelle croissance devrait conduire à l'intégration de la nature dans la vie quotidienne de chacun, au recul de la maladie et des accidents par le développement de la sécurité et de la médecine, et surtout à l'émergence de relations plus fraternelles et plus chaleureuses entre les hommes (7). Il développe ensuite l'idée d'un développement de la démocratie locale et il considère enfin que la place prise par les problèmes écologiques en France est une très bonne chose.

Il faut bien admettre qu'entre les intentions et les réalisations l'écart est immense. La part de l'écologie dans le budget de l'État n'a jamais dépassé 0,7 % et de 1974 à 1978, elle est passée de 0,7 à 0,4 %. Le ministère de l'Environnement est mal structuré et il est de plus en plus déprécié. Il existe des commissions chargées des énergies nouvelles, de la lutte antigaspillage, des rivières propres, de la marée noire, mais il manque à l'évidence une politique cohérente tendant à réduire les effets négatifs de la croissance. Cependant, il faut

---

(7) Cf. sur ce point *Le Monde* du 26 janvier 1978. Pour avoir un panorama plus large des actions entreprises depuis 1974 par le Président de la République on peut se reporter aux dossiers et documents du *Monde* : « L'écologie, enjeu politique », mars 1978.

reconnaître au moins un avantage à l'analyse qui est faite par le Président de la République : il inclut dans l'écologie les rapports entre les hommes, puisqu'il parle de fraternité. Il est simplement dommage que les actions qu'il a entreprises dans ce domaine ne semblent pas très évidentes. En fait, l'écologie libérale se propose de gérer l'écologie comme elle s'efforce généralement de digérer toutes les crises.

L'attitude des milieux d'affaires à l'égard de l'environnement est ambivalente. Si certains industriels redoutent une augmentation substantielle des coûts qui réduirait leur compétitivité internationale, d'autres considèrent que l'industrie de la dépollution doit connaître un développement considérable. Quelques actions ont été entreprises pour préparer les usines de demain (nouvelles raffineries, nouvelles cimenteries) et pour transformer les produits polluants (automobile, par exemple) (8).

L'écologie libérale se veut « réparatrice ». Il suffit de prendre en compte la variable écologie pour immédiatement réduire les pollutions. Le système économique actuel n'est certes pas parfait, mais c'est le meilleur ; il a en outre l'avantage d'être malléable, c'est-à-dire de prendre en compte toutes les contraintes. L'écologie

---

(8) Voir à ce propos les *Dossiers du Monde*, pp. 64 à 67 et 74 à 75.

libérale est une écologie de récupération. Finalement peu importe la critique du système, il faut avant tout la digérer par les mots plus que par les actes et la transformer conformément à la logique du système.

## 2 — L'écologie « stagnationniste »

L'intérêt considérable accordé au rapport du Club de Rome ne peut pas simplement être analysé comme une extraordinaire opération publicitaire. Il faut admettre que l'ambition du travail proposé, les conclusions du rapport et la critique du système actuel de croissance économique ne pouvaient que prédisposer tous ceux qui se préoccupent de l'avenir de la civilisation industrielle à se situer par rapport à cette analyse. Il y a eu de nombreuses critiques portant aussi bien sur le modèle sous-jacent, les informations utilisées ou disponibles, l'impact politique des recommandations et il ne nous semble pas nécessaire d'y revenir (9). Le modèle présente, par rapport aux modèles classiques l'avantage d'introduire la variable pollution. Pour le Club de Rome, les sociétés contemporaines connaissent une croissance exponentielle de certaines grandeurs ; mais les ressources de

---

(9) Cole-Freeman-Jahoda-Pavitt : « L'Anti-Malthus », Seuil, 1974. Sauvy A : « Croissance zéro », Calmann Levy, 1973.

notre planète sont limitées et la croissance se heurtera bientôt à la pénurie des matières premières et à la généralisation de la pollution. Les hypothèses du sous-ensemble de la pollution sont les suivantes :

- la création de pollution est le résultat des activités industrielles et agricoles ;
- la quantité de pollution accumulée se définit par la différence entre le taux de population et le taux de résorption ;
- l'étude de la pollution doit faire intervenir le temps de résorption de la pollution, sa quantité globale et son impact sur la croissance elle-même.

La croissance exponentielle rencontre une double limite : l'épuisement des ressources non renouvelables et la croissance exponentielle de la pollution. Or, les problèmes du temps de réponse dans les processus écologiques sont loin d'être maîtrisés. S'il existe un long délai entre l'instant où le polluant est libéré et le moment où apparaissent les effets nocifs, il existe aussi un délai identique entre le moment où l'on décide de supprimer la pollution et le moment où ses conséquences s'atténuent. Il s'avère alors très difficile de mettre en œuvre un système de contrôle de la pollution, car celui-ci implique des mesures immédiates en prévision des nuisances futures. Dans l'hypothèse I (ressources naturelles illimitées) le développement de la pollution entraîne l'effondrement du système. Dans l'hypothèse II d'un contrôle de la

pollution, le système échoue sur le manque de nourriture. Il faut donc changer notre type de croissance. Il devient nécessaire d'introduire de nouvelles hypothèses pour permettre la survie de l'humanité : stabilisation de la population, réduction draconienne de la consommation de matière première par unité de produit industriel, développement de la consommation de services, forte réduction du taux de pollution, priorité à la production de nourriture en quantité suffisante, enrichissement des sols et leur conservation et enfin élévation de la durée de vie moyenne du capital industriel. Si l'on peut critiquer les raisonnements et le modèle du Club de Rome, comment ne pas être intéressé par certaines de ses propositions qui apparaissent comme des solutions conservatoires. Certes, la critique essentielle à faire à cette recherche réside dans la croyance selon laquelle les problèmes techniques sont ou peuvent être résolus par des moyens techniques. Il est clair que le mode de mise en valeur de la terre, les techniques ou la satisfaction des besoins ne sont pas indépendants du mode de production. Le gaspillage, l'utilisation de techniques « dures », la prise en compte des seuls besoins marchands dans le calcul économique, le maintien du sous-développement ne peuvent pas être résolus par la science, ni par les politiques préconisées par le Club de Rome, même si certaines propositions méritent d'être dévelop-

pées. La théorie stagnationniste commet surtout l'erreur de négliger, dans son programme, l'évolution nécessaire des formations économiques et sociales. Le Club de Rome ne propose aucune solution concrète au niveau de l'organisation humaine, se cantonnant dans une critique technologique qui pour être révélatrice n'en est pas moins notoirement insuffisante. Cette fois l'écologie n'est plus appréhendée comme un élément essentiel de la qualité de la vie ; elle est une condition de la survie des hommes et à ce titre son importance est capitale.

Il ne faut pas confondre systématiquement le Club de Rome avec les néomalthusiens, qui se servent de l'argument écologique pour demander que les pays non industrialisés ne reçoivent aucune aide des pays développés à moins que celle-ci s'applique au contrôle des naissances. Ainsi, Ehrlich (10) considère qu'un certain nombre de pays sont incapables de s'industrialiser et les aider dans cette voie constitue un véritable gaspillage. Les frères Paddock (11) estiment que les pays qui ne produisent que les bouches à nourrir ne doivent pas être protégés de la misère, et que

---

(10) Ehrlich P.-R. : « La bombe P. », Fayard 1972.

(11) Paddock : « Famine — 1975 ! America's decision : Who will survive ? », Boston, Massachusetts, 1967.

l'aide ne doit exister que pour les pays les plus méritants. Ainsi donc les pays riches auraient-ils droit de vie et de mort sur toutes les régions qui polluent le monde du spectacle de la misère ! Les réflexions écologiques des néo-malthusiens ne servent que de prétextes à la protection des pays nantis ; elles se limitent à affirmer que la généralisation de l'industrialisation étant impossible, il est préférable de constituer des réserves naturelles que les Occidentaux pourront visiter pour le pittoresque des cultures et la redécouverte de la nature sauvage. Il est faux de vouloir à tout prix considérer que le Club de Rome et les néo-malthusiens ont un socle d'analyses comparable. Le Club de Rome conteste souvent la division internationale du travail contemporaine, il estime nécessaire d'aider des pays en voie de développement et il ne soutient pas *a priori* les élites nationales. Certes ses analyses sont contestables mais son rôle de mise en évidence des tares de notre société ne doit pas être négligé.

### 3 — L'écologie réformiste

Depuis la retentissante critique de Galbraith (12) sur la société d'abondance, nombreux sont les groupes qui pensent que

---

(12) Galbraith : « L'ère de l'opulence », Calmann Levy, 1970. (En anglais : « The affluent society », 1948.)

l'approche industrielle déifiée par le capitalisme ne peut se passer de contrôles sociaux renforcés des entreprises privées et des pouvoirs publics. L'écologie sert là encore de révélateur. Un pays comme la Suède a pris des mesures importantes pour préserver la nature. La relation homme-nature est même régie par un code d'honneur. Plusieurs principes sont retenus : 1) une politique de l'environnement ne se conçoit pas sans initiatives locales ; 2) les pollutions n'ont pas de frontières, il faut donc aussi agir au niveau international ; 3) l'éducation est la clef de voûte de toute politique de l'environnement ; 4) la recherche scientifique doit se préoccuper des effets des nuisances sur l'homme et le milieu ; 5) il est nécessaire de maîtriser les sols.

Le droit coutumier offre déjà une bonne base d'amélioration de la qualité de la vie ; ainsi, il est possible de pénétrer et de séjourner provisoirement sur les terrains privés (atteinte à la propriété privée), mais il est interdit de camper plus d'une nuit sur un terrain sans l'autorisation du propriétaire.

La volonté de prévenir toute pollution est très nettement affirmée, puisqu'une loi indique, sur la base de ce qui est techniquement réalisable que « quiconque s'engage ou compte s'engager dans des activités qui ont des effets nuisibles sur le milieu ambiant doit adopter des mesures

de protection, accepter de voir limiter ses activités, et observer les précautions additionnelles qui pourraient raisonnablement être jugées nécessaires pour prévenir ou remédier à ces torts (13). »

La responsabilité de la qualité de la vie ne peut être que collective, par l'intermédiaire des coopératives de consommateurs, des syndicats ouvriers et patronaux. Plusieurs méthodes ont été utilisées : la méthode de l'impôt, la méthode du contrôle (ou de la réglementation) et le consensus populaire. L'efficacité des méthodes sera analysée plus loin.

La Suède s'est efforcée de créer une volonté internationale pour lutter contre la pollution et c'est à son initiative qu'a été convoquée par l'ONU une Conférence Mondiale sur l'Environnement humain. Cette rencontre n'avait pas de but *scientifique*. Elle visait à définir le problème en termes *politiques* et elle se préparait à déboucher sur les actions concrètes acceptées par tous les participants. Cette Conférence avait pour but de susciter une prise de conscience politique des gouvernements concernant les problèmes écologiques, de développer la coopération en matière scientifique, de déboucher sur les accords pratiques, de créer une réglementation internationale et de définir une déclaration uni-

---

(13) Barbe et Garnier : « L'environnement sans frontières : l'exemple de la Suède », Seghers, 1971.

verselle des droits de l'homme à un environnement harmonieux.

Enfin la Suède connaît une situation très favorable en matière de maîtrise du sol, puisque les municipalités, grâce au développement des Sociétés foncières ont gardé ou acquis les terres à bâtir en très grande quantité. Cette maîtrise des sols urbains est une condition essentielle à l'humanisation des villes. Les Suédois reconnaissent de surcroît que les inégalités sociales trop importantes participent à la réduction de la qualité de la vie. En outre, un renforcement des inégalités sociales peut être issu de la dégradation de l'environnement, dont souvent seuls les plus pauvres pâtissent. Ainsi donc l'écologie n'a de sens que par rapport à l'homme dans toutes ses dimensions. Cette approche « réformiste » de l'écologie a été fort décriée ; mais il faut bien admettre qu'au seul niveau des actes, elle a sans doute été jusqu'à présent la plus efficace. Cependant on peut se demander si ce type de politique est exportable, si la discipline civique atavique des suédois ne conduit pas à accentuer les effets des moyens mis en place, si les contradictions qui existent entre le capitalisme individualiste et la recherche de l'intérêt général ne sont pas plus fortes que les velléités d'unité, si enfin et surtout le socialisme suédois ne se donne pas bonne conscience en réduisant sans doute les inégalités sociales à l'intérieur de

ses frontières tout en fermant les yeux pudiquement sur l'exploitation du tiers monde. En un mot, la richesse de la Suède serait-elle aussi grande si elle ne conservait pas comme armes la détérioration des termes de l'échange des pays en voie de développement, la division internationale du travail contemporaine et la puissance des pays développés ? Il n'empêche que les réformes portant sur l'exploitation de la nature réalisées par la Suède sont à plusieurs titres exemplaires.

Pour Philippe Saint-Marc, le bien-être comprend le niveau de vie, les conditions de vie et le milieu de vie (14). Le cadre physique de l'existence se compose des services biologiques (air pur, calme), des services esthétiques (beauté d'un paysage) et des services scientifiques (enseignement pour la recherche scientifique). Les pays industrialisés qui ont traditionnellement favorisé le niveau de vie découvrent à présent les bienfaits du milieu de vie. L'histoire écologique est née du sentiment que les valeurs économiques « marchandes » ne pouvaient à elles seules conduire au bonheur. La crise de la nature fait le procès de la civilisation actuelle trop matérialiste, libérale et urbanisée. Le capitalisme détruit la nature, car chaque individu gagne à la dilapider et perd à la conser-

---

(14) Saint-Marc P. : « Socialisation de la nature », Stock/Monde ouvert, 1971.

ver. « Le choix fondamental n'est pas entre détruire la nature ou arrêter la croissance économique, mais entre détruire la nature ou changer la société... La défense de la nature est d'abord un problème politique » (15). » Il faut développer une discipline collective de façon à mettre la nature au service de tous ; mais le libéralisme naît de la propriété privée (qui nuit à la consommation collective de la nature), du profit et du laissez-faire, qui pousse à sa destruction. La jouissance de la nature est réservée à des privilégiés. Cependant, si l'on n'y prend pas garde, la pollution freinera l'industrialisation ; il est alors nécessaire de fixer des normes maxima dégressives de nuisances, d'établir des contrats antinuisances, de réduire *a priori* les activités polluantes, de dédensifier la ville (en restaurant la vérité des prix ou des coûts réels du développement) et d'obliger le financement de la politique d'environnement par les destructeurs de la nature. Il faut créer un ministère de la Nature avec de larges pouvoirs aidés par les Associations responsables. La socialisation des espaces naturels apparaît comme une nécessité et il devient urgent de développer et de préserver le patrimoine public, d'organiser une solidarité foncière, de susciter le développement des fondations et

---

(15) Saint-Marc : *op. cit.*, p. 35.

du conventionnement, de mener une politique sérieuse des rivages, de mondialiser la protection de la nature (avec la création d'un gouvernement mondial de la nature). On ne peut manquer d'être étonné par la critique sévère faite par l'un des responsables de l'environnement de l'Union pour la Démocratie Française sur le libéralisme et le profit ; par contre, les réformes proposées ne sont pas très précises et en fait de socialisation de la nature, il voudrait mieux parler d'aménagement du droit de propriété privée. Révolutionnaire dans la critique, réformiste dans l'intention, conservateur dans les propositions, la réflexion de Saint-Marc manque pour le moins de cohérence. Il ne peut à la fois admettre que le profit, la propriété privée et le marché sont contradictoires avec une jouissance collective de la nature et essayer d'aménager une défense de la nature sur un système qui la détruit inexorablement... selon ses propres analyses.

L'attitude réformiste nous semble difficile à « tenir », car comme le montre si bien Saint-Marc, il y a une quasi-contradiction entre le profit et la nature. On peut se demander s'il ne faut pas choisir : capitalisme ou nature ?

## 2 — Les écologistes du changement de société

Deux types de réflexion coexistent :

— les écologistes anticapitalistes mettent en accusation le système de la maximation du profit. Selon eux, à partir du moment où les objectifs des classes dirigeantes reposent sur l'intérêt personnel, la nature sera toujours pillée ; la société capitaliste ne peut conduire à une société écologique qui implique nécessairement la prise en compte de l'intérêt collectif. L'internalisation des phénomènes écologiques par le mode de production capitaliste est un leurre. Ecologie et capitalisme recouvrent des philosophies diamétralement opposées ;

— les écologistes antisystème industriel mettent en accusation le type de croissance généré par la société industrielle. Capitalismes et socialismes contemporains favorisent la production quantitative, la puissance de certains groupes sociaux, la domination des « machines » techniques et sociales. Aucune formation économique et sociale n'essaie de faire une analyse complète de l'homme, être individuel et être social. Au contraire, les sociétés ne se préoccupent plus des hommes et en ce sens, la croissance économique contemporaine doit être analysée comme une régression. Le développement de « l'avoir » et de « l'avoir toujours plus » s'oppose au développement de « l'être ». La

## 2 — Les écologistes du changement de société

Deux types de réflexion coexistent :

— les écologistes anticapitalistes mettent en accusation le système de la maximation du profit. Selon eux, à partir du moment où les objectifs des classes dirigeantes reposent sur l'intérêt personnel, la nature sera toujours pillée ; la société capitaliste ne peut conduire à une société écologique qui implique nécessairement la prise en compte de l'intérêt collectif. L'internalisation des phénomènes écologiques par le mode de production capitaliste est un leurre. Ecologie et capitalisme recouvrent des philosophies diamétralement opposées ;

— les écologistes antisystème industriel mettent en accusation le type de croissance généré par la société industrielle. Capitalismes et socialismes contemporains favorisent la production quantitative, la puissance de certains groupes sociaux, la domination des « machines » techniques et sociales. Aucune formation économique et sociale n'essaie de faire une analyse complète de l'homme, être individuel et être social. Au contraire, les sociétés ne se préoccupent plus des hommes et en ce sens, la croissance économique contemporaine doit être analysée comme une régression. Le développement de « l'avoir » et de « l'avoir toujours plus » s'oppose au développement de « l'être ». La

réflexion écologique doit alors conduire à une critique radicale de l'économisme et au développement des réflexions utopiques centrées sur l'homme et son environnement.

#### A — LES ÉCOLOGISTES ANTICAPITALISTES

Les partis politiques et les syndicats de gauche sont devenus soudainement des écologistes passionnés qui rejettent systématiquement les scories des pollutions diverses dans le camp des responsabilités gouvernementales et capitalistes. Les propositions maximalistes débouchent sur le combat contre le capitalisme, cause quasi-unique de tous nos maux ; les propositions de « transition » du système capitaliste au système socialiste ne sont pas toujours très originales par rapport aux propositions des économistes néo-classiques favorables à l'internalisation des coûts de l'environnement. Nous ne ferons pas état de toutes les propositions énoncées ; nous ne retiendrons, arbitrairement, que celles qui nous ont semblé les plus représentatives ou les plus intéressantes.

Il faut bien admettre que les syndicats français n'ont pas, à ses débuts, compris la contestation écologique. En tout cas, même sur des notions aussi importantes que la qualité ou le cadre de vie, ils ont pris le train en marche, avec la crainte toujours

ancrée d'avoir cédé à une mode. Il est vrai qu'il n'est pas facile aujourd'hui d'élargir considérablement les plates-formes revendicatives. Il peut aussi leur être reconnu la défense constante qu'ils ont prônée des conditions de travail des salariés ; mais seul l'environnement social était partiellement appréhendé au détriment de l'environnement physique et même de l'environnement humain (vie collective, urbanisation, etc.). La CFDT peut se targuer d'une réflexion plus ancienne sur les pollutions ou le gaspillage, ainsi qu'en témoignent les interventions de Bonety au Conseil Economique et Social. La CGT ne s'est véritablement préoccupé du problème que depuis cinq ans, même si elle s'était fermement opposée à l'idéologie stagnationniste de la croissance zéro. Mais tous les syndicats ouvriers semblent avoir les pieds et mains liés par le spectre du chômage. Le chantage systématique (qui est fait par le patronat) au chômage pour faire accepter les pollutions les plus abjectes est une politique particulièrement efficace auprès des syndicats français. Il en résulte volontairement ou non une action totalement improductive des syndicats en matière d'environnement et d'écologie. Les prises de position de la CGT, de FO et de la CFDT concernant le développement du programme Concorde en France en est l'illustration. La peur du chômage a conduit les représentants des ouvriers à défendre un projet

qui non seulement pollue l'air ou abrutissait les riverains au profit des quelques rares privilégiés qui pouvaient en bénéficier, mais qui étaient aussi représentatifs d'un type de croissance favorisant le développement de l'aliénation ouvrière. Ces contradictions dans le comportement des centrales syndicales ouvrières ne sont d'ailleurs pas spécifiques à la France (Montedison en Italie, par exemple). Depuis trois ans, la prise de conscience syndicale de l'importance des problèmes d'environnement et d'écologie se développe. Les centrales demandent une croissance douce, la protection de l'environnement et de la nature et la protection de l'environnement humain. Cependant, les syndicats ouvriers considèrent qu'il n'y a pas d'écologie en soi ; il y a un système économique répressif et aliénant qui s'exprime aussi par la destruction de la nature. Les revendications fondamentales restent l'appropriation sociale des moyens de production et le droit de regard des syndicats dans la gestion des entreprises. En tout cas, les centrales syndicales semblent redouter en s'occupant d'écologie de faire un combat d'arrière-garde. Le mouvement ouvrier pourtant commence à développer ses revendications « qualitatives », mettant en question le pouvoir central, l'organisation du travail, la hiérarchie sociale, le mode de vie, les pollutions du temps et de l'environnement. Il découvre la différence fondamentale entre « gagner

toujours plus » et « vivre mieux ». Les simples revendications salariales ne suffisent plus, même si la place réservée au mieux-être dans leurs différents programmes est paradoxalement limitée. Bien entendu les syndicats font référence à la défense inconditionnelle de l'intégrité physique et culturelle des travailleurs ou à la redistribution du pouvoir. Mais à force de vouloir paraître « responsables » aux yeux d'une opinion publique aveuglée par la puissance des médias, ils prennent des positions de compromis qui montrent l'intérêt secondaire qu'ils portent à l'environnement. Il n'y a sans doute que sur le problème très crucial du choix de l'énergie nucléaire pour lequel les centrales syndicales, poussées par leurs adhérents, ont réellement pris position. Encore faut-il noter que la CGT ne s'oppose pas en tant que telle à l'énergie nucléaire, elle condamne plutôt la politique nucléaire du gouvernement. La distinction est très importante, car elle indique nettement que pour des raisons politiques ou techniques la CGT refuse d'encourager le programme français du « tout-nucléaire », sans pour autant renoncer à cette forme d'énergie qui assurerait selon elle l'indépendance énergétique (et peut-être politique) de la France, qui constituerait un aiguillon important au développement économique (et donc à la lutte contre le chômage) et qui permettrait de résoudre à plus ou moins long terme le

problème de l'épuisement des sources d'énergie. Ce type d'analyse est difficilement acceptable compte tenu des conditions de production de l'énergie nucléaire. La CFDT participe, par militants interposés, au Groupe des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire (GSIEN) qui combat le développement actuel du nucléaire. Le GSIEN considère que le programme actuel de priorité à l'énergie nucléaire repose sur un certain nombre de paris qui ne peuvent pas tous être gagnés, puisqu'il est prouvé qu'un certain nombre de situations ne peuvent pas être prévues. En outre, il considère que le plan gouvernemental français consiste à livrer l'industrie nucléaire aux grandes firmes privées, malgré les insuffisances techniques actuelles qui s'ajoutent aux nouvelles contraintes du profit. Les risques sont trop grands : l'industrie du combustible nucléaire doit rester un service public. Il faut s'engager vers d'autres sources d'énergie, vers les économies d'énergie, vers une politique très prudente du nucléaire. Pour la CFDT la réflexion débouche sur le type de croissance proposé et sur les instances de décision. La CFDT ne rejette pas l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, elle demande que son développement se fasse prudemment sous contrôle public (16). Sur

---

(16) *Que choisir*. Numéro Spécial, « Nucléaire, le face à face », n° 144.

ce point, la CFDT s'oppose aux Amis de la Terre pour lesquels l'énergie nucléaire implique une centralisation des pouvoirs peu compatible avec leur projet de société décentralisée. FO est encore plus nuancée, persuadée qu'elle est du progrès potentiel que constitue l'énergie nucléaire.

Les partis politiques de gauche ont eux aussi intégré l'écologie dans leur projet de Civilisation, même si cette attitude est récente et si elle a correspondu un peu trop étroitement aux succès électoraux des « Verts ». Le bilan écologique des communes de gauche n'est pas meilleur que celui des municipalités de la majorité.

Le Parti socialiste français rejoint souvent les analyses du GSIEN mais son programme est beaucoup plus large que le simple débat nucléaire. Les propositions socialistes pour l'actualisation du programme commun de gouvernement comprenaient un chapitre intitulé « une qualité nouvelle de la vie » qui faisait référence au changement de la vie (ségrégation sociale, insuffisance d'équipements collectifs, etc.), à la volonté de redonner vie à la campagne et à la nécessité de protection de l'environnement (17). Le Parti socialiste propose une nouvelle croissance (18) qui

---

(17) *Combat Socialiste*, n° 63, février 1978, p. 3.

(18) Parti socialiste : « 89 réponses aux questions économiques », Flammarion, 1977, p. 113 et s.

doterait la nation d'un plan, qui redistribuerait les pouvoirs et les responsabilités, qui mettrait en œuvre la justice et l'égalité des chances, qui accorderait une priorité aux équipements collectifs nécessaires à la qualité de la vie, qui améliorerait les conditions et l'intérêt du travail, qui favoriserait une nouvelle distribution du temps pour chacun, qui redéfinirait les rapports entre pays riches et pays pauvres, qui inciterait la production de biens utiles pour la collectivité, qui chercherait à économiser les ressources naturelles, qui appellerait le concours des associations dans les décisions collectives. Le modèle actuel de consommation serait modifié autour de trois axes : la priorité à la lutte contre les inégalités, le refus du gaspillage et le développement des consommations collectives. Toutes ces propositions ressemblent à des promesses faciles, car le Parti socialiste explique très mal les liens qui existent entre les objectifs et les moyens. Il est toujours plus facile d'affirmer vouloir une croissance juste que de se donner les moyens de la mettre en œuvre. Or, si l'on regarde concrètement les propositions qui ont été faites ces dernières années par le PS, force nous est de reconnaître que les moyens utilisés nous paraissent, au moins à moyen terme, dérisoires par rapport aux objectifs. Certes, quelques théoriciens ont essayé de combler le vide de réflexion sur les relations moyens-fins. Jacques Attali, par exemple, se

pose le problème du devenir de l'humanité dans le cadre d'une conception contemporaine de la croissance (19). La société capitaliste doit être analysée non seulement dans sa façon de produire des marchandises par du travail, mais aussi dans sa façon de produire une demande pour les marchandises en produisant des consommateurs. Les problèmes d'environnement ne sont que les révélateurs d'une crise beaucoup plus grave qui doit conduire à une « société d'autosurveillance ». Une politique économique de la nature implique le refus de l'exploitation du tiers monde, la propriété collective des moyens de production, la décentralisation des décisions. Cette analyse, qui n'est d'ailleurs pas entièrement représentative du mouvement socialiste, offre au moins l'intérêt de la cohérence logique, car les réflexions actuelles des socialistes semblent plutôt démontrer que le mode de vie et le modèle de consommation bourgeois peuvent être poursuivis par d'autres rapports sociaux que ceux du capitalisme.

Comme mesure conservatoire, le Parti socialiste demande que l'ancienne consommation basée sur l'arbitrage entre une consommation future et une consommation actuelle fasse place à une nouvelle croissance arbitrant un état présent et un état

---

(19) Attali : « La nouvelle économie française », Coll., La Rose au Poing, Flammarion, 1978.

futur de consommation et de *pollution*. En tout état de cause, le problème de l'irréversibilité de la pollution doit être mise en exergue et seule une réflexion collective peut conduire à une décision démocratique qui ne lèse pas les générations futures. Au niveau strictement économique, une réflexion en termes de stocks devient obligatoire, car les préoccupations d'environnement introduisent les problèmes des dégradations du patrimoine. Les contraintes de production sont alors modifiées ; le développement des comptes de stocks ou de patrimoine est essentiel, ainsi que l'établissement de comptes matières premières. Ces réflexions ne sont pas très originales ; elles auraient aisément pu être faites par Philippe Saint-Marc.

Pour le Parti communiste français, l'écologie et l'environnement sont négligés par le système capitaliste qui ne se préoccupe que de la maximation du profit des propriétaires privés des moyens de production. Pour lui, il n'y a pas de doute : l'écologie n'est qu'un élément de l'exploitation ouvrière. Pendant quelques années, il a même considéré l'écologie comme un faux problème pour la classe ouvrière et la mise en évidence des pollutions de toute sorte lui semblait avoir des effets « diversionnistes » qu'il a toujours eu du mal à accepter. Pour le Parti communiste français, l'écologie se présentait comme une contestation limitée aux seules

classes privilégiées. Or, il estimait que d'autres objectifs devaient immédiatement être poursuivis, comme la lutte contre le chômage. Son analyse tendait à démontrer que les classes aisées avaient atteint un niveau de satisfaction matérielle suffisant pour demander une amélioration « qualitative » des conditions de vie ; or, une telle recherche pouvait conduire à des coûts collectifs importants dont profiteraient en priorité les classes aisées et dont la charge, fort inégalement répartie, pèserait sur les travailleurs. Le PCF préfère, aujourd'hui encore, la lutte contre le chômage (même au prix d'une recrudescence des industries polluantes) à la défense de la nature ou de l'environnement. Cependant, depuis quelques années, le PCF s'est rendu compte que la destruction de l'environnement était aussi l'affaire des travailleurs, car leurs conditions de vie sont encore plus déplorables que celles des classes moyennes. Le souci collectif de l'environnement peut conduire à une amélioration très sensible de la qualité de vie des citoyens. Même si l'on ne détruit les bidonvilles que parce que les privilégiés estiment qu'ils ternissent le paysage, la prise de conscience écologique conduit à une amélioration des conditions de vie des travailleurs. Le PCF considère qu'il est de notre devoir de se préoccuper des générations futures, même si la pensée pour l'avenir a beaucoup de mal à dépasser une seule génération. En outre, l'écolo-

fléaux actuels (hausses des impôts, des loyers, des prix, spoliation de l'épargne), la sécurité du lendemain. La première action est nécessairement « matérialiste » ; elle ne se préoccupe pas, comme l'idéologie social-démocrate, de « quelque supplément d'âme qualitatif » (20). Pour sortir de la misère, pour satisfaire les besoins essentiels, il faut promouvoir une nouvelle productivité. La transformation de la nature est nécessaire au développement de l'humanité, mais il faut éviter le gaspillage généralisé qu'implique le capitalisme. L'homme ne se réalise que par son travail. Se référant à Marx, les communistes considèrent qu'il n'y a pas d'existence humaine sans production et reproduction des moyens d'existence ; le travail est la manifestation et l'expression même de la vie humaine et c'est par lui que les rapports des hommes avec la nature se transforment et que l'homme se réalise lui-même. Marx définit l'homme par sa capacité à transformer le réel. L'homme est alors ontologiquement un être prospectif puisqu'il est constructeur d'avenir. La production selon Marx implique production des hommes eux-mêmes, production d'objets et de services, production des rapports sociaux : cette dernière production lui semble fondamentale. L'appropriation privée conduit à l'émergence d'un

---

(20) Decailot — Preteceille-Terrail : « Besoins et mode de production », Ed. Sociales, 1977, p. 240.

gie n'est pas dénuée de subjectivisme ; le foisonnement des conflits d'intérêts secondaires est un facteur d'affaiblissement de la revendication. Tout le monde est pollué, tout le monde est polluant ; si les responsabilités sont inégalement partagées, personne ne peut affirmer ne pas provoquer quelque part dans le système écologique un dommage quelconque. Or, il est difficile de lutter contre les pollueurs : les consommateurs de gadgets (qui assurent un emploi et développent la consommation), les industries polluantes (qui assurent le développement d'une région). L'écologie rencontre nécessairement sur sa route les contestataires perpétuels qui transfèrent sur le terrain de l'environnement leur hostilité à la modernisation ou qui défendent des idéologies néo-malthusiennes. Il est indubitable que la protection de l'environnement requiert des décisions politiques ; la défense de l'environnement passe par l'appropriation collective des moyens de production. C'est grâce à de nouveaux rapports sociaux dans la production que peut s'instaurer en même temps une amélioration durable de la satisfaction des besoins des hommes. Le mode de vie ne peut être transformé qu'avec l'émergence du socialisme, qui entreprend immédiatement d'assurer à tous les travailleurs la garantie de leur emploi, la progression des revenus réels, la généralisation de l'éducation, la santé publique gratuite, la suppression des

travail aliénant. Dans un système capitaliste, le travail n'est plus la satisfaction d'un besoin, il se présente seulement comme un moyen incomplet de satisfaire des besoins en dehors du travail. L'activité économique du système capitaliste ne tend pas à satisfaire les besoins des hommes, elle cherche plutôt à établir les conditions de la reproduction élargie du capital. En affirmant que le travail est le premier des besoins, Marx nous entraîne inconsciemment vers une idéologie productiviste ; la dure discipline capitaliste est considérée comme un acquis définitif. L'homme se fait par son labeur, il est homo faber. La praxis débouche sur une déification du travail. Les problèmes d'environnement et d'écologie apparaissent alors bien secondaires. L'homme est maître de son destin à partir du moment où il s'ouvre au socialisme. Pour le PCF l'intérêt des travailleurs est le garant essentiel de l'intérêt des consommateurs et de la société. Une telle affirmation nous semble pour le moins d'une grande légèreté, lorsque l'on analyse les différentes luttes actuelles (Concorde, par exemple). La nature est au service de l'homme ; il en fait ce qu'il en veut, et s'il souhaite la préserver collectivement, c'est un choix qu'il doit s'imposer. Mais l'idée de la création d'un monde artificiel peut aussi bien être acceptée. L'écologie n'est un problème que dans deux situations :

- 1) une question de survie et dans ce

cas, l'action écologique devient un besoin essentiel ;

2) un choix réalisé entre plusieurs options du système des besoins. C'est pourquoi, à partir du moment où notre environnement naturel n'est pas encore suffisamment pollué pour nous menacer, le choix « écologie » peut paraître trop souvent comme un choix « élitiste », compte tenu des conditions matérielles de la classe ouvrière. Les communistes sont plus sensibles aux conditions de travail puisqu'ils prônent l'initiative active des travailleurs, l'élévation effective des qualifications, une information et une communication libres, une vie démocratique dans l'entreprise. Pour eux, l'expérience des pays socialistes confirme que la participation réelle et directe des travailleurs à la gestion de l'entreprise tend à élever beaucoup l'efficacité de leur travail, liée étroitement à la perception plus directe de son contenu social. Le socialisme permet l'épanouissement de l'individu, la justice, l'égalité, la fin de la misère. Alors et alors seulement les problèmes écologiques pourront trouver leur solution.

Pour toutes les forces syndicales et politiques que nous venons d'étudier le capitalisme est responsable de tous les maux. S'il existe un problème écologique et d'environnement, la cause en est les rapports de production qu'il secrète. Les écologistes apparaissent alors souvent comme des

« diviseurs » qui sont incapables de séparer l'essentiel de l'accessoire. Les partis de gauche « font de l'écologie » parce qu'électoralement les espaces verts ont bonne presse auprès de l'opinion publique. Mais ils sont convaincus (la CFDT moins que les autres) que les fronts de l'environnement et de l'écologie ne sont pas suffisamment étendus pour à la fois conduire au pouvoir et pour gérer la société industrielle. C'est bien l'un des reproches les plus importants que leur font les « écologistes maximalistes » qui réfutent le type de croissance impliqué par la société industrielle.

## B — LES ÉCOLOGISTES ANTI-SYSTÈME INDUSTRIEL

Pour les écologistes, il est nécessaire dorénavant d'avoir une vision globale de la société et une vision des sociétés. La plupart des sociétés développées se sont formées contre la nature ; elles l'ont exploitée de manière violente. Il n'existe pas à proprement parlé de partis écologiques ; tout au plus peut-on parler de « sensibilité » écologique. La Charte de la Nature publiée le 14 novembre 1972 rappelle des règles que de nombreuses personnes d'idéologies différentes pourraient accepter :

1 — Le droit à la nature est l'un des fondements de toute civilisation ; l'homme a le devoir de respecter toutes les formes

de la vie ; tout développement économique ou technique qui dégraderait gravement le milieu naturel est un appauvrissement de l'homme et doit être rejeté ; l'une des missions de notre temps est de réaliser le progrès du cadre de la vie et de donner à l'homme une nature sans souillure.

2 — La surpopulation est incompatible avec la sauvegarde du milieu naturel. Le monde rural est le gardien de la nature et à ce titre, il doit recevoir une compensation du monde urbain, où pourtant l'homme connaît une dégradation de son cadre de vie.

3 — Qui détruit la nature doit payer.

4 — La défense de la nature incombe d'abord à ceux qui l'aiment.

5 & 6 — Il faut abolir l'urbanisme clandestin et réintroduire la nature dans les villes.

7 — L'homme doit maintenir de vastes étendues de nature sauvage et protéger la faune et la flore contre la surexploitation et l'extermination des espèces. Tout homme a libre accès à la mer, aux grands lacs, aux cours d'eau et à la montagne.

8 — L'homme a droit à la beauté et au cadre naturel. Il a droit au silence.

9 — L'État et les collectivités publiques doivent acquérir les espaces naturels les plus nécessaires.

10 — L'écologie ignore les frontières politiques. Cette charte renferme, malgré tout, des options politiques que les uns

jugent réformistes et que d'autres considèrent opposées au capitalisme. Il existe plusieurs pensées écologiques qui varient sur des points secondaires. Il ne nous semble pas utile de faire référence à ces divergences.

La plupart des écologistes se retrouvent plus ou moins bien dans les analyses d'Ivan Illich ; certes, nombreux sont ceux qui hésitent à le suivre complètement, mais pratiquement tous acceptent ses leçons. Pour Illich la société industrielle n'a pas aboli l'esclavage humain, car l'outil de serviteur devient tyran. Une croissante disparité des niveaux d'énergie et de pouvoir est requise, car le développement de la productivité implique l'élargissement des inégalités. Les objets participent allègrement à ce « jeu » cruel de l'aliénation accrue des hommes. Le renouvellement continu des marchandises conduit au refus du recours au précédent comme guide efficace de l'action. « L'homme devient l'accessoire de la méga-machine, un rouage de la bureaucratie » (21). Les seuils de nocivité des outils sont largement dépassés et l'outil se retourne contre le travailleur. L'homme n'a pas besoin d'une machine qui travaille à sa place, mais il recherche un outil avec lequel il peut travailler. Or, aucune société industrielle ne pose le problème en ces ter-

---

(21) Illich : « La convivialité », Le Seuil, 1973, p. 12.

mes. La surcroissance menace l'enracinement de l'homme dans son environnement, elle empêche son autonomie et sa créativité dans l'action, elle refuse son droit de parole devant la complexification des processus de production et elle recherche des traditions et des symboles comme éléments essentiels de la conduite sociale. On assiste à une modernisation de la pauvreté. Les travailleurs ont toujours un temps de retard dans la possession des biens valorisant socialement. La rareté est sans cesse recréée, de façon à maintenir les inégalités et la hiérarchie. Ce qui est bon pour tous ne vaut rien socialement. Il faut toujours avoir mieux et ce « mieux » fonde la pauvreté et surtout l'aliénation. Illich combat en outre les monopoles radicaux qui substituent des réponses globales et standardisées aux réponses personnelles ; ainsi en est-il de l'éducation ou du système de santé. La production marchande atrophie l'homme en lui supprimant ses possibilités de réponse individuelle. Les institutions façonnent notre logique : d'abord on réclame ce que demande l'institution et on considère ensuite ce service comme un besoin collectif fondamental. Illich propose de renverser l'idéologie de la croissance : ce qui est valable pour toi est valable pour tous. Seul mérite d'être produit ce qui ne provoque pas de situations d'inégalité ; il faut refuser une société d'opulence avec de vastes plages de pauvreté pour une société sans privilège,

destructrice de la misère. Illich propose en outre, l'instauration de la « convivialité » qui dénie l'instauration de la société industrielle. A la base de la convivialité se trouvent trois valeurs fondamentales de l'homme : la survie, l'équité et l'autonomie créatrice ; la survie est une condition nécessaire mais non suffisante de l'équité ; l'équité est une condition nécessaire mais non suffisante du travail convivial, car l'outil peut aliéner ; l'autonomie créatrice définit complètement le travail convivial et lui donne son intérêt et sa force de libération. L'aliénation de l'outil existe au-delà des idéologies et il est clair pour Illich que faute de se renouveler, le socialisme reproduira les errements des sociétés capitalistes avancées et conduira au gaspillage, aux inégalités, à la dégradation de l'environnement, à l'esclavage de l'homme devant l'outil... « La convivialité accessible dès maintenant aux pays sous-développés coûtera un prix inouï aux pays développés » (22). Comment ne pas accepter l'idée selon laquelle la satisfaction des besoins « multidimensionnels » des hommes passe par la survie (besoins physiologiques et psychologiques fondamentaux), l'équité (suppression nette des comportements économiques tendant à la différenciation matérielle et à la recherche du pouvoir) et

---

(22) Illich : *op. cit.*, p. 157.

l'autonomie créatrice (lutte organisée contre l'aliénation de l'homme par les machines) ? Illich comprend que l'univers des écologistes est trop petit, que la simple défense de la nature n'a pas de sens si on ne la rattache pas au type de société dans laquelle l'homme vit. Bien entendu, nombreux sont les écologistes qui considèrent que les propositions d'Illich sont parfois utopiques, mais il est évident que la plupart d'entre eux sont impressionnés par cette réflexion, dont ils reprennent d'ailleurs bien souvent les critiques du système industriel (monopoles radicaux, critique de l'automobile, rejet du travail industriel). Les réflexions de Dupuy et Robert (23) ont développé les intuitions de Illich, mais surtout elles ont montré à l'évidence la complète osmose entre l'écologie et la critique que l'on peut faire de la société industrielle.

Les Amis de la Terre refusent de recevoir des leçons de la part des partis politiques et ils cherchent à obtenir une majorité écologique, c'est-à-dire une attitude ou une sensibilité favorable à l'amélioration immédiate de la « qualité de la vie », en dépit des clivages traditionnels entre capitalisme et socialisme. Ils se déclarent contre tout rapport de domination (exploita-

---

(23) Dupuy et Robert : « La trahison de l'opulence », P.U.F., 1976.

tion de l'homme par l'homme et de la nature par l'homme) et de ce fait ils refusent le capitalisme ; mais ils considèrent par ailleurs que les mouvements politiques se réclamant du socialisme n'offrent guère de perspectives suffisantes en matière d'écologie. Le Réseau des Amis de la Terre souhaite préserver les ressources naturelles (protéger la faune et la flore, sauvegarder la forêt, préserver l'agriculture, réinventer l'urbanisme, réaménager les transports, contrôler l'industrie), réduire les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres (créer une nouvelle croissance, établir une base équitable aux échanges, résoudre la question alimentaire, développer la coopération internationale), favoriser les énergies renouvelables (refuser l'énergie nucléaire civile et militaire, favoriser la multiplicité des sources d'énergie), travailler autrement (réduire le travail dans une proportion importante, redistribuer le travail) et enfin mettre fin à l'asservissement des individus, des communautés et des régions (déconcentrer le pouvoir politique, accroître le pouvoir des communes et des régions, rendre la justice plus humaine). On peut constater que les options choisies impliquent un refus évident des formes économiques et sociales contemporaines. Le programme politique immédiat implique quelques mesures drastiques, comme le recyclage et la récupération des déchets, la priorité aux transports en commun, la suppression des

vols supersoniques, le refus de la monoculture, l'augmentation de la « durabilité » des produits, la diminution du temps de travail et la retraite à la carte, la suppression des emplois malsains ou néfastes pour l'individu, la destruction des fichiers informatiques, la substitution des corps de police répressifs par une police locale, la levée des impôts effectuée par les communes, etc. Les perspectives des Amis de la Terre sont doubles : à court terme, réaliser des réformes qui amélioreraient substantiellement la qualité de la vie ; à long terme, transformer le type de société qui prédomine dans le monde contemporain, en recherchant une croissance pour l'homme et pour tous les hommes.

Les Amis de la Terre se situent volontairement sur un plan politique. Ils veulent empêcher l'État de tout gérer, de façon à rendre aux individus, êtres individuels et êtres sociaux, leur véritable liberté. Par contre, ils se situent mal sur un échiquier politique traditionnel, car ils n'arrivent pas avec un arsenal de solutions passe-partout sur la prise de pouvoir ou le rôle à donner à l'État ; leur préoccupation fondamentale reste la décentralisation des décisions (24) ; Moscovici (25) propose la mise en place d'un double réseau : 1) un réseau de com-

---

(24) Ribes : « Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ? », Seuil, 1978.

(25) *Ibid.*, p. 128.

munautés d'initiatives construit sur la base de rapports de voisinage ; ce réseau gèrerait l'écologie de ses membres au niveau des décisions quotidiennes ; 2) un réseau de groupes de citoyens qui prendrait en charge les problèmes transversaux : nucléaire ou urbanisme par exemple. Ce réseau chercherait à mettre en exergue les problèmes préoccupants pour lesquels les solutions adoptées peuvent provoquer des luttes d'influence.

Le Mouvement Ecologique s'annonce à la fois comme une « sensibilité politique » et comme une critique de la société industrielle. Il condamne nettement les impasses auxquelles nous ont conduit les sociétés contemporaines droguées par le concept de croissance économique. Pour lui, l'écologie est une solution ou un révélateur, car elle parle « le langage du désir, de l'imagination et de l'utopie » (26). Par sa seule présence, il espère faire pression sur la classe politique, de façon à rompre avec la logique productiviste. L'écologie est une critique de la vie quotidienne et en ce sens, elle doit apporter aux hommes des éléments de réponse dans les réformes de structures nécessaires. Elle indique la nécessité d'une lutte hardie contre le mythe de la croissance quantitative et contre le

---

(26) Mouvement Ecologique « Vers une société écologique aujourd'hui », Le Sycomore, 1978.

Pouvoir centralisateur. Elle rappelle que la Nature ne peut pas être « forcée », sous peine de la détruire irrémédiablement. Elle confirme l'obligation pour les hommes de construire des outils contrôlables par tous. Elle se défend contre la surconsommation d'énergie non renouvelable qui impose une planification à grande échelle à un pouvoir politique centralisé et uniformisateur, qu'il soit exercé par l'État (URSS), par les services publics (EDF) ou par des firmes multinationales. Ces organismes exercent un monopole radical et un conditionnement des consommateurs (par le biais de la publicité) qui asservissent et disloquent les communautés humaines. En outre, par leur puissance et le type même de produit qu'ils gèrent, ils conduisent nécessairement à une centralisation qui génère la constitution d'États policiers perpétuels. Les forces industrielles créent de plus en plus des situations irréductibles (marées noires, extermination des espèces vivantes, explosions et accidents nucléaires, etc.) et elles imposent une uniformité culturelle toute acquise aux pouvoirs en place. Le Mouvement Ecologique (27) se propose alors

---

(27) Le Mouvement Écologique est constitué d'individus indépendants et de groupements. Parmi ceux-ci, citons par exemple, les groupes Écologie et Survie de l'Alsace et l'Association belfortaine de Protection de la Nature qui semblent poursuivre leur effort, en fonction des principes définis par le Mouvement Ecologique.

d'informer les hommes, en leur montrant que le nucléaire n'est pas seulement un problème technique ; il est aussi un phénomène politique irréversible, en ce sens que son développement va de pair avec l'accroissement des pouvoirs des autorités établies et la constitution d'États de plus en plus policiers. La généralisation de l'énergie nucléaire empêche l'homme de prendre en main le contrôle de sa vie et en ce sens, quelle que soit la solution apportée aux problèmes techniques de l'atome, il convient de refuser cette perte inexorable de liberté.

Le Mouvement Ecologique propose :

— Une production à la mesure des besoins ; il ne suffit pas de se féliciter de la création d'emplois ; il faut savoir aussi à quoi servent ces emplois ; il faut adapter le travail aux besoins préalablement définis ; mais cette satisfaction soulève de nombreuses objections, dans la mesure où il est vain de dresser un inventaire des besoins/produits, puisque ces derniers sont historiques et sociaux. Cependant, confronté à un besoin, l'homme peut réclamer le droit de le choisir, tant au niveau de la production qu'au niveau de la consommation.

— Le refus de l'hyper-spécialisation et de la division des tâches lucratives, la volonté d'écarter le développement de la consommation nécessaire à la lutte contre le chômage, la nécessité de remettre le tra-

vail à sa place (ni mieux ni plus mal que le rêve ou la contemplation), le rejet de la fuite en avant dans la technologie.

— La volonté de supprimer le chômage par une réduction du temps de travail, l'obligation de décentraliser les décisions et de mettre en évidence une conception nouvelle de la production et l'incitation à l'essor des activités libres qui façonnent le chemin de l'autonomie.

— Au niveau de l'agriculture, rejeter les impasses de l'agriculture chimico-industrielle (qui dégrade la structure des sols, appauvrit le milieu, fragilise les productions) pour permettre le développement d'une alternative écologique (recherche d'un matériel convivial, enseignement agricole faisant une large place à l'information écologique, contrôle des opérations de remembrement, sauvegarde du patrimoine naturel, attribution d'aides aux agriculteurs pour leur action sur l'environnement, protection de la forêt).

— Au niveau de l'habitat, il faut refuser les villes gigantesques et asphyxiantes, diminuer les coûts considérables de l'infrastructure urbaine, réduire l'uniformisation de l'espace, lutter contre la désertion de l'espace rural, les alternatives doivent prendre comme principe fondamental la priorité absolue à l'espace fertile, la construction venant après la préservation de la productivité de la terre.

— Au niveau des transports, il faut

faciliter les transports par tuyaux, développer les techniques de communication, abandonner les équipements lourds ayant une organisation centralisée dans l'espace, limiter les capacités de vitesse des véhicules, économiser l'espace.

— Enfin, il faut lutter contre la militarisation croissante des sociétés ; il faut créer une société écologique, non violente, autogestionnaire ; le Mouvement pour une Alternative Non Violente (MAN) rappelle la nécessité de la désobéissance civile pour toute forme de guerre. Malgré les emplois qu'elle fournit, l'industrie des armements doit être abandonnée, car les dangers qu'elle fait courir à l'humanité sont tels qu'il sera un jour ou l'autre trop tard pour empêcher les technocrates de comptabiliser les méga-morts (une unité de millions de tués). Une société écologique ne peut accepter les défenses nucléaires, car la dissuasion repose sur la peur, sur la menace, sur la force ; or, le véritable courage ne réside pas dans cette lutte militaire, mais plutôt dans la défense civile non violente qui suppose la pureté des moyens, le courage des combattants et la justesse de la cause. La non-violence repose sur la force de la vérité (28). Le Mouvement pour une

---

(28) Man : « Une politique non-violente », juillet 1977.

Muller J.-M. : « Signification de la non-violence » *Combat Non Violent*, n° 43-44, 1974.

Alternative Non Violente se déclare pour un socialisme autogestionnaire.

Les propositions concrètes des écologistes se heurtent à de nombreux préalables, dont le moindre n'est sans doute pas l'émergence d'une société à technologie douce dont les caractéristiques essentielles pourraient être les suivantes : défense constante de la nature, petits apports d'énergie, recyclage des matériaux, réduction de l'obsolescence des produits et matériels, production artisanale, spécialisation minimale des travailleurs, lutte contre l'urbanisation et promotion des villages, développement de la vie communautaire et des débats démocratiques, décentralisation des décisions, innovations stimulées par les besoins (et non pas l'argent), refus de la marginalisation sociale imposée par les conditions économiques et sociales, technologie compréhensible au plus grand nombre, polysolutions aux problèmes techniques et sociaux, diversité des cultures, intégration de la science et de la technologie à la nature, réduction maximale de la distinction entre travail et loisir, création de petites unités autosuffisantes, suppression du chômage, contrôle des productions destructives (publicité, armements), rejet des gaspillages, refus des emplois malsains ou polluants, développement de l'agriculture

---

Muller : « L'héritage ». *Combat Non Violent*, mai 1977.

biologique, du recyclage et de la récupération des déchets, priorité accordée aux transports en commun, réduction des inégalités entre les pays riches et les pays pauvres.

Les écologistes, dans tous les pays du monde, deviennent des forces de proposition importantes ; mais il faut comprendre qu'ils suggèrent à long terme un autre mode de vie, une réduction des pouvoirs et du rôle de l'argent, une autre conception de l'homme, qui n'est plus analysé exclusivement sous les angles du consommateur et du producteur ; l'homme doit vivre dans son environnement avec une conception extra-économique des rapports qu'il entretient avec les autres hommes. Les écologistes ne manquent pas de « rousseausisme », ce qui ne veut pas dire pour autant qu'ils aient tort. En tout cas, ils ressuscitent les Utopies et en ce sens ils luttent contre les fausses alternatives qui ont été offertes à l'œkoumène depuis un demi-siècle. Sans être ces « réactionnaires » qui dénigrent le progrès technique, ils sont des don Quichotte qui derrière le progrès technique s'intéressent à l'homme et perçoivent que la technologie peut conduire à la régression du bien-être ou des libertés des hommes. Les innovations n'ont de signification que par rapport à l'homme, mais les sociétés contemporaines obnubilées par la puissance et l'argent ont volontairement oublié que le « plus » n'est pas nécessairement le

« mieux ». Il faut cependant développer la réflexion des écologistes ; eux-mêmes ont perçu les insuffisances d'une idéologie basée exclusivement sur le « naturalisme ». L'écologie implique l'homme et la nature, il ne faut donc pas oublier le premier au profit du second. Il est nécessaire d'élargir le champ de réflexion du monde contemporain, afin de sauver (ce qui peut encore l'être) l'humanité d'un destin tragique.

### Bibliographie

Attali, J. (1978), *La nouvelle économie française*, Flammarion, Paris.

Barbe & Garnier (1971), *L'environnement sans frontières, l'exemple de la Suède*, Seghers. Paris

Bonnefous, E. (1976), *Sauver l'humain*, Flammarion, Paris.

Boulding, K. (1971), Is scarcity dead ? in "*Is economic relevant ?*, Heilbronner & Ford, Goodyear.

Combat socialiste (1978), n°63. Février.

Conti, L. (1978), *Qu'est-ce que l'écologie ?*, Maspero, Paris.

Dupuy & Robert (1986), *La trahison de l'opulence*, Presses Universitaires de France, Paris.

Ehrlich, P.R., *La bombe P*. Fayard, Paris.

Fontanel, J. (1977). Le besoin, comme nécessité de l'action. *Pour une nouvelle théorie économique des besoins*, Université des Sciences Sociales de Grenoble.

Fontanel, J. (1979), Minimum vital, pauvreté, inégalités, in *Besoins et Planification*, Université des Sciences Sociales de Grenoble.

Fontanel, J. (1979) *Ecologie, économie et plurigestion*, Entente. Paris

Fontanel, J. (1979), *L'anti-publicité*, Diffusé par les Presses Universitaires de Grenoble, 1977, 2ème édition, Grenoble.

Galbraith, K. (1970), *L'ère de l'opulence*, Calmann Levy. Paris.

Heilbronner & Ford (1971) *Is economic relevant?* Goodyear Ed.

Illich, I. (1973), *La convivialité*, Le Seuil, Paris.

MAN (1977), *Une politique non-violente*, Juillet.

Mouvement écologique (1978), *Vers une société écologique aujourd'hui*, Le Sycomore.

Muller, J-M. (1974), Signification de la non-violence, *Combat Non Violent*, n°43-44.

Muller, J-M. (1977), L'héritage, *Combat Non Violent*, Mai.

Neuhaus, R. (1971), *In defense of people*, Mac Millan.

Paddock (1967), *Famine, 1975. America's decision : Who will survive ?*, Boston, Mass.

Parti Socialiste (1977), *89 réponses aux questions économiques*, Flammarion.

Que Choisir ? (1978) *Nucléaire, face à face*, n°144.

Ribes J-P. (1978), *Pourquoi les écologistes font de la politique ?* Le Seuil, Paris.

Saint-Marc, P. (1971), *Socialisation de la nature*. Stock. Paris.

Samuel, P. (1973), *Ecologie, détente ou cycle infernal*, Coll 10/18. Union Générale d'Éditions. Paris.

Vadrot, C-M. (1978), *L'écologie, histoire d'une subversion*, Syros, Paris.